

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mission d'ingénierie géotechnique

Cahier des clauses administratives particulières

MARCHÉ n°26MA02

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R.2123 du
code de la commande publique

Sommaire

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU MARCHE	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Allotissement	4
2.3 Forme du marché	4
2.4 Durée du marché.....	5
2.5 Lieu d'exécution.....	5
2.6 Documents contractuels	5
2.7 Marchés de prestations similaires.....	6
ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.1 Notification des informations	6
3.1.1 Représentation de l'acheteur	6
3.1.2 Représentation du titulaire.....	6
3.1.3 Echanges dématérialisés	6
3.2 Remplacement des intervenants	6
3.3 Exécution des prestations forfaitaires.....	7
3.4 Considération sociale	7
3.5 Considération environnementale	7
3.6 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	7
3.7 Obligations du titulaire.....	8
3.7.1 Obligation de conseil	8
3.7.2 Obligation d'information.....	8
3.8 Responsabilité du titulaire.....	8
3.9 Traitement de données à caractère personnel	8
3.10 Confidentialité et secret des affaires	9
3.11 Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense (site du Shom à Brest)	10
3.12 Clause de réexamen.....	10
ARTICLE 4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
4.1 Opérations et décisions de vérification	11
4.2 Arrêt de l'exécution des prestations.....	12
ARTICLE 5 - GARANTIES	12
ARTICLE 6 - PENALITES	12
6.1 Pénalités de retard de livraison	12
6.1 Pénalités de résultat	13
6.2 Pénalité en cas d'absence à une réunion programmée.....	13
6.3 Pénalités pour travail dissimulé	13
6.4 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant	13
6.5 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail	13
ARTICLE 7 - REGIME FINANCIER.....	13
7.1 Contenu des prix du marché	14
7.2 Révision des prix	14
7.3 Avances	14
7.4 Répartition des paiements	15
7.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	15
7.6 Intérêts moratoires	15
7.7 Modalités de facturation.....	16
7.8 Transmission des factures	16
7.9 Taux de TVA	17
7.10 Monnaie	17
ARTICLE 8 - MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	17
ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
9.1 Les résultats	18
9.2 Besoins et finalités de l'acheteur.....	18

9.3	Les connaissances antérieures	18
ARTICLE 10 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
10.1	Assurances	19
10.2	Langues	19
10.3	Sous-traitance	19
10.4	Autres obligations administratives	20
10.5	Résiliation	21
10.6	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	21
10.7	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	21
10.8	Litiges et contentieux	24
ARTICLE 11 -	DEROGATIONS AU CCAG	25

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Shom

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest cedex 2

France

N° SIRET : 130 003 981 000 11

TVA intracommunautaire : FR78130003981

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un délégataire habilité.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mission d'ingénierie géotechnique dans le cadre de la construction du laboratoire METROCEAN.

Le marché porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 71351500 - Services d'étude de sol.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

2.3 Forme du marché

Le marché se décompose ainsi :

- une première partie technique (PT01) relative à une mission d'études géotechniques préalables (G1) ;
- une seconde partie technique (PT02) relative à une mission d'étude géotechnique de conception (G2 en phase AVP) ;
- une troisième partie technique (PT03) relative à une mission d'étude géotechnique de conception (G2 en phase PRO) ;
- une quatrième partie technique (PT04) relative à une mission d'étude géotechnique de conception (G2 en phase DCE/AMT) ;
- une cinquième partie technique (PT05) relative à une mission d'étude géotechnique de réalisation (G4 en phase EXE) ;
- une sixième partie technique (PT06) relative à une mission d'étude géotechnique de réalisation (G4 en phase DET).

Des prestations de prélèvements peuvent être ajoutées aux parties techniques.

2.4 Durée du marché

Les prestations s'exécutent jusqu'à la réception de l'ouvrage, la durée de l'opération étant estimée à 36 mois.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Le point de départ de la partie technique PT01 est la date de notification du marché. Si des prestations de prélèvements sont à inclure à la prestation, un ordre de service est notifié avant le début d'exécution des prélèvements pour valider ces prestations de prélèvements.

Les parties techniques suivantes, de PT02 à PT06 démarrent à la date qui sera notifiée par ordre de service, ces ordres de service précisent également les prestations de prélèvements à réaliser pour les parties techniques.

2.5 Lieu d'exécution

Les livrables et prestations seront livrées et exécutées au Shom – site du Bergot à Brest.

Le Shom étant une enceinte militaire, une liste des intervenants potentiels doit être transmise au préalable afin de permettre un contrôle de sûreté élémentaire. Au cours de son intervention, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par le Shom. Cette liste doit comporter, pour chaque personnel, la copie de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers.

Les intervenants du titulaire sont autorisés à déjeuner au restaurant d'entreprise du site du Shom en réglant la prestation au tarif extérieur.

2.6 Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (bordereau des prix forfaitaires et unitaires) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire y compris le mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le marché est constitué des documents contractuels désignés qui expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figureraient dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Shom et le titulaire préalablement à la signature du contrat.

2.7 Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations de services similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Notification des informations

3.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

3.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne, à la notification, un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

3.1.3 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font de manière privilégiée via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) disponible à l'adresse suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et par messagerie électronique.

3.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le

curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

3.3 Exécution des prestations forfaitaires

Les délais d'exécution des prestations du CCTP sont indiqués au mémoire technique du titulaire.

3.4 Considération sociale

Le présent marché ne comprend pas de considération sociale.

3.5 Considération environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant un critère de sélection à caractère environnemental. Le titulaire veille à réduire l'impact environnemental de ses prestations. Les engagements pris par le titulaire à ce titre sont mentionnés dans son mémoire technique.

3.6 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de

l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

3.7 Obligations du titulaire

3.7.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation pouvant se traduire par une réduction des coûts, ou une amélioration du service rendu assortie le cas échéant d'une augmentation du prix.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

3.7.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

3.8 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.9 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-

17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les n° de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet du marché.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

3.10 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance

à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

3.11 Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense (site du Shom à Brest)

Accès du personnel étranger n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne :

L'accès du personnel étranger hors Union européenne dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire. Il fournira à la personne responsable du contrat les éléments suivants :

- Nom,
- Prénom,
- Date et lieu de naissance,
- Adresse complète,
- N° de CNI ou de passeport,
- Date et lieu de délivrance de la pièce d'identité.

Le résultat de l'enquête conditionne l'accès du représentant du titulaire sur le site et nécessite un délai d'au moins 2 semaines.

Le titulaire reconnaît avoir tenu compte de ce délai pour l'organisation de ses prestations dans le cadre du délai contractuel.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le Shom, d'une demande au moins 3 jours à l'avance.

Accès du personnel français ou étranger appartenant à un pays de l'Union européenne :

La procédure est identique au paragraphe précédent mais avec un délai d'une semaine.

3.12 Clause de réexamen

En cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative le programme de l'opération et

les conditions d'exécution du marché, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Les conditions du présent marché pourront ainsi être réexaminées par les parties à l'initiative de l'une des parties et pendant toute la durée de son exécution. En outre le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant au marché.

Sauf décision expresse du maître d'ouvrage, la mission du titulaire se poursuit sans incidence sur les conditions initiales du présent marché.

Cas d'une suspension des prestations suite à la survenance de circonstances imprévisibles : dans un délai maximum de deux semaines à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG/PI.

ARTICLE 4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Opérations et décisions de vérification

Les opérations de vérification se déroulent conformément à l'article 28 du CCAG PI.

Pour chaque partie technique, les opérations débutent à la réception des livrables mentionnés au CCTP.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et pour notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

4.2 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire dans un préavis d'un mois.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

ARTICLE 5 - GARANTIES

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG/PI.

Cette garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

ARTICLE 6 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

6.1 Pénalités de retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, en cas de retard dans la présentation des livrables complets pour chaque partie technique, le titulaire subit sur ses créances une pénalité forfaitaire de 130 euros par semaine calendaire de retard.

Le montant cumulé des pénalités de retard, ne pourra excéder 20 % du montant total du marché.

6.1 Pénalités de résultat

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, en cas d'ajournement ou de rejet pour chaque phase, une pénalité correspondant à 10 % de la partie technique concernée sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Le montant cumulé des pénalités de résultat, ne pourra excéder 20 % du montant total du marché.

6.2 Pénalité en cas d'absence à une réunion programmée

Le titulaire doit impérativement être présent aux réunions décidées par le maître d'ouvrage et pour lesquelles il aura été convoqué. En complément de l'article 14 du CCAG/PI, en cas d'absence à une telle réunion, le titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire fixée à 300 euros HT par absence, sans exonération.

6.3 Pénalités pour travail dissimulé

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

6.4 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

6.5 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

En cas de retard de production des documents dans un délai de 15 jours à partir de la notification de la demande, il sera appliqué une pénalité de 300 euros HT.

ARTICLE 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Contenu des prix du marché

Le marché est conclu à prix forfaitaire (parties techniques PT01 à PT06) et unitaires (prélèvements) en accord avec le bordereau des prix forfaitaires et unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Tout montant figurant dans le bordereau des prix forfaitaires et unitaires est un montant hors taxe et en euros.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- les droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI ;
- les frais liés aux opérations de vérification ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel.

7.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire

Le prix de la partie technique PT 01 est ferme.

Pour les parties techniques PT 02 à 06, le prix peut être révisé une fois à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la partie technique concernée.

La révision est calculée par application de la formule suivante :

$$P = Po (INGm/INGo)$$

P : Prix révisé

Po : Prix initial du marché

INGm: Valeur de l'indice [INSEE n°001711010 - Index divers de la construction – ING](#) – Ingénierie au mois de début d'exécution de la partie technique concernée.

INGo : Valeur de l'indice [INSEE n°001711010 - Index divers de la construction – ING](#) – Ingénierie au mois d'établissement des prix.

7.3 Avances

Il n'est pas prévu d'avance.

7.4 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée de la manière suivante :

	Clé technique	Acompte
PT01	Admission du rapport d'études géotechniques préalable et du rapport d'étude des principes généraux de construction (mission G1)	Montant total de la PT01
PT02	Admission du rapport d'études géotechniques APS / APD (mission G2, phase AVP)	Montant total de la PT02
PT03	Admission du rapport d'études géotechniques (mission G2, phase PRO)	Montant total de la PT03
PT04	Admission du rapport d'études géotechniques (mission G2, phase DCE/ AMT)	Montant total de la PT04
PT05	Admission du dossier de synthèse de la supervision de l'étude géotechnique d'exécution	Montant total de la PT05
PT06	Admission du dossier de supervision du suivi géotechnique d'exécution et du rapport final de fin de mission G4	Montant total de la PT06

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

7.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

7.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'État et ses établissements. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7.7 **Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le numéro du marché (26MA02),
- la date et le numéro de la facture,
- la dénomination et l'adresse du titulaire,
- le numéro SIRET de l'entreprise,
- les références du compte bancaire (N° IBAN, N° BIC) mentionné à l'acte d'engagement,
- le n° d'engagement juridique,
- le détail des prestations exécutées,
- les prix forfaitaires,
- le montant hors TVA et TTC.

7.8 **Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> (code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS) aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

7.9 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7.10 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

9.1 Les résultats

Les résultats sont indiqués au CCTP. Ils correspondent à tous les éléments et livrables réalisés au titre du marché.

9.2 Besoins et finalités de l'acheteur

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs et besoins tels que décrits dans le CCTP.

9.3 Les connaissances antérieures

L'acheteur et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du Shom qu'aux fins de l'exécution du marché.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.2 Langues

Tous les documents administratifs sont rédigés en langue française.

10.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

10.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://auth.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette

attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

10.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations :

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de le marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

10.8 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal judiciaire compétent pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle est le tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG-PI.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
6.1	14	Pénalité de retard de livraison
10.5	40	Résiliation